

**AU MILIEU  
DES  
REFUGIÉS  
ESPAGNOLS**

# **L'enquête**

## **des députés socialistes au camp d'Argelès-sur-Mer**

**Un spectacle lamentable et émouvant :**

*Des abris insuffisants*

*La faim... Le froid...*

*Licence totale aux agents franquistes*

*Triste travail de la police française*

**DE NOTRE ENVOYE SPÉCIAL  
JEAN-MAURICE HERRMANN**



Quelques tentes au camp d'Argelès pour abriter quelques dizaines d'hommes, alors que 60.000 Espagnols sont sans abri

**(LIRE EN DEUXIEME PAGE)**

# LES DÉPUTÉS SOCIALISTES AU MILIEU DES RÉFUGIÉS ESPAGNOLS

De notre envoyé spécial Jean-Maurice HERRMANN

Perpignan, 12 février (par téléphone). — Nos camarades de la délégation parlementaire ne pouvaient cacher leur émotion hier soir au spectacle de l'immense grève d'Argelès couverte à perte de vue de la multitude des combattants de l'armée républicaine, parquée entre la mer et les fils de fer barbelés, gardée par les spahis et des tirailleurs, sans autre abri que quelques huttes de roseau construites par les plus heureux ou les plus habiles d'entre eux. Pendant plusieurs heures, ils se sont mêlés à cette foule immense, ont interrogé au hasard des dizaines, des centaines de soldats et d'officiers. A travers tous ces témoignages spontanés et unanimes la douloureuse vérité se dégageait. Elle est, hélas ! la confirmation de ce que nous n'avons cessé d'écrire.

On n'a jamais, en haut lieu, voulu jusqu'à aujourd'hui comprendre l'ampleur, puis l'impérieuse urgence du problème posé par l'existence sur notre sol des réfugiés espagnols.

Un exemple devait, dès l'arrivée, en être donné aux délégués par le commandant du camp lui-même. Il y a environ ici 60.000 hommes divisés en deux camps. A l'entrée où s'écrase une foule, anxieuse de nouvelles, le commandant nous montrait avec satisfaction une série de baraquements en bois, construits pour une dizaine d'hommes chacun, mais où, à la rigueur, peuvent en coucher 25.

— Combien y en a-t-il ? Réponse : trente. Trente, cela fait de quoi abriter 750 hommes, un peu plus de 1 % de ceux qui sont là.

Et le commandant poursuivait, ravi : — Mais cela va aller mieux. A partir de la semaine prochaine nous allons pouvoir en construire 60 nouveaux par semaine !

Un rapide calcul mental suffit à faire constater que ce sera en tout et pour tout 2.000 nouvelles places en se serrant.

Il faudra à ce rythme pour que chaque homme ait enfin le droit à ce luxe suprême d'un peu de paille sous un toit de planches, sept mois et demi.

Quand on pense à ce que la première pluie risque de faire de ces dizaines de milliers de gens épuisés par trois mois de combat et une retraite harassante, aujourd'hui étendus sur le sable autour de petits fanions qu'ils ont plantés de ci, de là, pour rallier leurs camarades et qui hérissent la plage jusqu'à l'horizon, on frémit devant une telle inconscience.

Il y a là des bras qui ne demandent qu'à travailler. Mais on ne livre pas davantage de bois... et le régime du quart de boule par homme et par jour est toujours en vigueur pour presque tous ces malheureux.

En ce moment pourtant, les troupes énormes qui leur appartiennent et qu'ils ont fait passer chez nous, errent on ne sait où quand ils ne sont pas refoulés chez Franco par des officiers complaisants.

La faim, le froid... Au moment où nous montions l'avenue qui mène au camp nous avons croisé six hommes qui portaient dans une couverture un jeune soldat en veste de cuir, affalé, livide... et qui avait cessé de souffrir.

La faim... le froid... comme un leit-motiv reviennent à chaque pas ces deux mots. Ce sont les premiers que nous disent les miliciens parqués à quelque distance en attendant d'être renvoyés chez Franco. On finit par oser se demander sans oser le croire tellement ce calcul révélerait de cruel cynisme, si on ne soumet pas express les réfugiés à ce régime pour peser sur leur volonté pour les déterminer à la seule décision qu'on leur présente comme une porte de sortie de cet enfer : le retour à l'Espagne fasciste.

◆◆◆

Tout est mis en œuvre dans ce sens, avec la complicité ou même la participation active des autorités françaises. Non seulement les agents franquistes recrutent tant qu'ils peuvent, faisant croire à ces hommes privés de toute information que leur gouvernement les a abandonnés, qu'ils resteront pendant des mois dans ce bagne, mais encore on a recours à des procédés qui dépassent l'imagination.

Tout à l'heure à midi, un camion muni d'un haut-parleur (emprunté d'ailleurs sans vergogne au matériel sauvé par la 45<sup>e</sup> division) passait tout le long

du grillage appelant les soldats à opter pour Franco. Sous les huées il dut faire demi-tour. Le commandant de la garde-moblie le fit alors escorter par des soldats en armes tandis que des spahis marocains, sabre au clair, patrouillaient dans le camp pour imposer le silence ; et il reprit sa tournée.

Qui faisait ce triste travail ? Des policiers français à qui il était commandé. Comment juger cet autre officier qui appelle à sortir des rangs ceux qui veulent « retourner dans leur patrie » ? Et comment s'étonner d'incidents comme celui dont Noguères a été hier le témoin.

Il était au-dessus de Lamanère, petit village de la région de Prats-de-Mollo où sont passés des milliers de miliciens et près duquel des compagnies républicaines résistent encore en territoire espagnol. Dans un coin il vit un groupe d'environ 200 hommes :

— Ce sont ceux qui repartent chez Franco lui dit-on.

Il s'approchait pour leur parler lorsqu'il entendit quelques-uns de ces soldats « railés » fredonner... l'Internationale ! Sa stupéfaction n'eut d'égale que celle de ces pauvres diables lorsqu'il leur lança :

— Mais alors, pourquoi voulez-vous aller chez Franco ?

Les yeux dilatés d'effroi, ils s'écrièrent d'une seule voix :

— Aller chez Franco, plutôt mourir ! On a demandé ceux qui voulaient rentrer en Espagne, alors on s'est fait inscrire.

Quel sort sans ce hasard aurait été réservé à la troupe ainsi aiguillée par un officier français trop zélé.

◆◆◆

Nous avons vu des ingénieurs, des techniciens demandant en vain à être employés. Un homme me glisse un papier crayonné dans la main : Au nom de 25 mécaniciens d'aviation il demande à travailler en Espagne ou sinon pour la France. Nous avons vu l'infirmerie improvisée sous une tente et aussi des malades grelottant de fièvre attendre sans forces et sans soins par terre, à l'autre bout du camp.

Nous avons vu cette armée entière obligée de vivre à côté de ses excréments, sans autre égout ni feuillée que la mer.

Nous avons vu partout des hommes disciplinés, courtois, résignés dont le sourire poli nous faisait plus honte que des plaintes ou des reproches.

Partout chez les aviateurs dont déjà plus de 3.000 ont pu se regrouper d'eux-mêmes autour de leurs officiers, chez les internationaux attendant qu'on statue sur leur sort, d'un bout à l'autre de ces kilomètres de misère, on nous a demandé trois choses.

Ils veulent d'abord, tous, des journaux, des journaux de gauche pour avoir des nouvelles pour réagir contre les campagnes de mensonge et de démoralisation tentées par des provocateurs. Ils veulent des nouvelles aussi de leurs femmes, de leurs enfants, dont l'immense majorité s'est vue brutalement séparée à la frontière et dont ils ignorent même dans quels lieux ils se trouvent.

Ils veulent enfin être réunis dans les cadres de leur régiment et attendre l'ordre de repartir au combat, loin de la promiscuité des déserteurs et des indésirables avec lesquels ont les entasse.

Impossible d'imaginer la joie de ceux à qui nous disions que la République espagnole s'occupait d'eux, que Negrin, à Madrid, étudiait les possibilités de leur rapatriement, que des pays amis tels le Mexique, pourraient recueillir des réfugiés — en un mot qu'ils pouvaient encore vivre et lutter ! — leur joie aussi de serrer la main des militants socialistes, car la majorité de ces prisonniers sont des camarades du parti frère espagnol.

Lorsque nous sortions, une ovation

monta spontanée et, poignante, elle se termina par un vibrant : « Viva Francia ».

Je rougis de dire que j'eus juste le temps d'arrêter le poing levé d'un garde-moblie. Sans se douter de ce que voulait dire ce cri il fonçait dans la foule et s'appretait à frapper...

Jean-Maurice HERRMANN.

P.S. — L'état-major franquiste a été salué à la frontière par les autorités militaires françaises, général en tête. Il paraît que c'est l'usage. L'état-major de l'armée républicaine en retraite, armée du seul gouvernement reconnu en France n'a été accueilli que par des tirailleurs et des gardes-mobles baionnette au canon. Si quelques officiers républicains ont pu échapper au camp de concentration et se mettre en liaison avec les autorités légales de leur pays, cela n'a été qu'en se cachant comme des repris de justice.